



CONTRIBUTION DES MICROFINANCES SUR LE SYSTEME DE FINANCEMENT AGRICOLE A MADAGASCAR

¹JAORIZIKY Christian Anicet, ²ROTOMALALA Vonifanja Valérie Yolande, ³MAMIARISOA Jean Edith Françoise, ⁴Botozandry A.Jekonia Ridel, ⁵TSILAOSANA Leila Dolly, ⁶MBIMA Césaire, ⁷RAMA Michela Stéphanie, ⁸VONONA Nandrasana Miarintsoa, ⁹Barson Jean Lucot, ¹⁰RAHERIVELO Floris, ¹¹BELA Christian

^{1,2,7,9,10}Doctorants, Université de Toamasina Madagascar

^{3,4,5,8}Docteurs en Sciences Sociales, Université de Toliary Madagascar

⁴Docteur en Géographie, Université de Toamasina Madagascar

^{6,11}Professeurs, Université de Toamasina Madagascar

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.18450862>

Résumé

A Madagascar, où la majorité de la population exerce une activité agricole, le financement de ce secteur reste un défi majeur pour tous les acteurs. L'objectif de cet article est de faire un état des lieux sur la contribution limitée de la microfinance au développement des activités agricoles à Madagascar. Deux-cents ménages ont été enquêtés. Les données collectées ont été exploitées sous le logiciel SPSS version 2020. Nos résultats ont soulevés les trois points suivants. L'agriculture est l'activité principale de la population, dont la majorité cultive le riz. Cependant, ses produits sont généralement destinés à l'autoconsommation et à la subsistance. Malgré l'importance du secteur dans le pays, la microfinance a peu contribué à son développement. Seule une petite partie des agriculteurs a accès à la microfinance. Ceci est généralement dû soit à l'ignorance de la majorité des ménages agricoles, soit au non pertinence des interventions des Microfinances. À Madagascar, les agriculteurs sont davantage touchés par la pauvreté et ne sont plus en mesure de garantir leurs moyens de subsistance par leur principale activité. Dans cette optique, le cercle vicieux de la pauvreté devient de plus en plus complexe. L'intervention de l'Etat sous forme de vulgarisation des rôles de la microfinance et de l'inclusion financière des agriculteurs est un choix plus rationnel dans le défi de la lutte contre la pauvreté, ainsi que le développement du monde rural malgache.

Mots-clés: Madagascar, ménage, Microfinances, secteur agricole, Système de financement

Abstract

In Madagascar, where the majority of the population is involved in agricultural activities, financing this sector remains a major challenge for all stakeholders. The aim of this article is to take stock of the limited contribution of microfinance to the development of agricultural activities in Madagascar. Two hundred households were surveyed. The data collected was processed using SPSS version 2020. Our results raised the following three points. Agriculture is the main activity of the population, the majority of whom grow rice. However, its products are generally intended for self-consumption and subsistence. Despite the importance of the sector in the country, microfinance has contributed little to its development. Only a small proportion of farmers have access to microfinance. This is generally due either to ignorance on the part of the majority of farming households, or to the irrelevance of microfinance interventions. In Madagascar, farmers are more affected by poverty and are no longer able to secure their livelihoods through their main activity. In this context, the vicious circle of poverty is becoming increasingly complex. State intervention in the form of popularization of the roles of microfinance and financial inclusion of farmers is a more rational choice in the challenge of poverty alleviation, as well as the development of rural Madagascar.

Key words: agricultural sector, Financing system, household, Madagascar Microfinance

1. Introduction

L'agriculture est le pilier de la plupart des ménages malgaches : environ leur 80 % exercent une activité agricole, à titre principal ou secondaire. Elle fournit environ 27% du PIB et représente le moyen de subsistance de 75% de la population. En effet, Madagascar est connu dans le monde entier comme l'un des pays dont la disponibilité de terres pour la production agricole suscite le plus d'intérêt de la part des investisseurs étrangers. Le secteur agricole est également le principal pourvoyeur d'emplois dans les zones rurales, puisqu'il représente 85 % de l'emploi total. Cependant, il ne génère que des ressources limitées pour les ménages, alors qu'elle représente l'essentiel de leurs revenus. Plus de 80 % des exploitations agricoles, représentant les deux tiers de la population, sont classées comme pauvres. L'activité agricole est majoritairement de subsistance : environ 60% du revenu agricole est autoconsommé. Pourtant, des institutions financières comme la microfinance existent depuis des décennies dans des régions du pays. Les établissements de microfinances sont des institutions agréées qui fournissent à leurs clients des services financiers comme le microcrédit, la micro-épargne et la micro-assurance quel que soit leur secteur d'activité. Vu ces constats, la question qui se pose est la suivante: pourquoi la microfinance n'est pas en faveur du développement du secteur agricole malgache ? L'objectif de cet article est de faire un état des lieux sur la contribution limitée de la microfinance au développement des activités agricoles à Madagascar.

2. Matériels

2.1. Secteur agricole malgache : contexte actuel et défis

Le secteur primaire qui comprend l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sylviculture crée autour de 25 % de la valeur ajoutée nationale. Cette structure de l'économie n'a quasiment pas changé depuis des décennies. L'agriculture en elle-même crée près de la moitié de la valeur ajoutée du secteur primaire. Le secteur agricole constitue également le principal pourvoyeur d'emplois en milieu rural avec 85 % des emplois totaux. Cependant, l'agriculture ne génère que de faibles ressources pour les ménages même si elle forme la majeure partie de leurs revenus. Plus de 80 % des exploitations agricoles représentant les deux-tiers de la population figurent ainsi dans la catégorie des pauvres. L'activité agricole reste en effet majoritairement de subsistance : environ 60 % du revenu agricole est autoconsommé (Agence Française de Développement, 2005). En dehors des aléas climatiques dont les intensités et la fréquence augmentent avec le changement climatique, l'agriculture malgache fait face à une multitude de contraintes qui freinent l'augmentation de la production : faiblesse du capital humain, insuffisance et délabrement des infrastructures de production et de communication, accès au foncier, faible utilisation d'intrants et techniques améliorées de production. Les performances des marchés agricoles restent ainsi faibles ; les freins sont principalement cette faiblesse de l'offre globale à l'échelle nationale, l'asymétrie de l'information, le piètre état et la faiblesse des réseaux de transport, l'insécurité, le faible développement du marché du crédit, les incertitudes sur les politiques publiques mais également un environnement des affaires non favorable. Le secteur agricole a dû aussi faire face à la crise d'origine politique de 2009 et ses impacts. L'aide publique au développement pour le secteur agricole a ainsi été réduite de moitié suite à cet épisode de 2009.

2.2. Microfinances et lutte contre la pauvreté

A la suite des expériences pionnières de la Grameen Bank au Bangladesh et de la Banco Sol en Bolivie, la microfinance s'est étendue à travers le monde et toucherait aujourd'hui quelque 80 millions de personnes. Ce développement très rapide a été fortement encouragé et soutenu par les organisations internationales et les agences de coopération multi- et bilatérales. Leur soutien s'est notamment traduit par le lancement, en février 1997, d'une campagne mondiale visant à aider, par le microcrédit, 100 millions de familles parmi les plus pauvres à l'horizon 2005. Un an plus tard, en 1998, l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé 2005 années internationales du micro-crédit. Lors du Xe sommet de la Francophonie de Ouagadougou, en 2004, un certain nombre de chefs d'Etat et de gouvernements des pays du Sud se sont engagés à soutenir les institutions de microfinance et à faciliter leur insertion dans les circuits financiers classiques. Après vingt ans de structuration et d'institutionnalisation, la microfinance est ainsi présentée comme l'un des outils privilégiés de la lutte contre la pauvreté (Banque mondiale, 2016).

2.3. Méthode

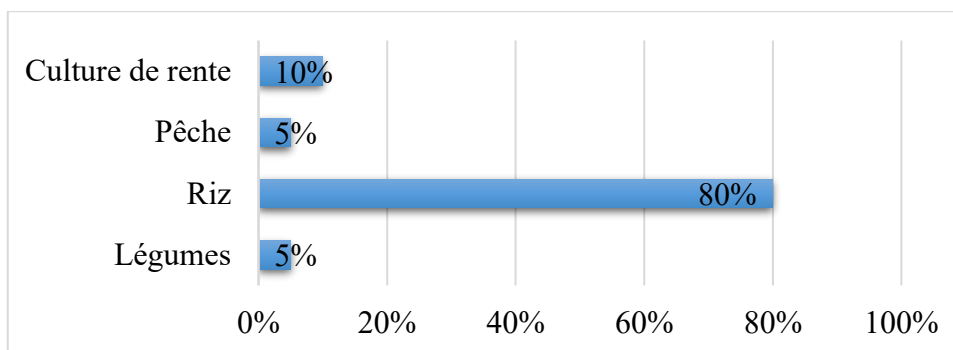
Comme méthodologie, de collecte des données ont été réalisés auprès de deux cents (200) ménages agricoles par l'intermédiaire des questionnaires d'enquête. Pour les informations secondaires, nous avons consultés des documents et statistiques dans des services concernés au niveau ministériels que régionaux, que ce soit administratifs ou financiers. Concernant les bases théoriques, de recherche bibliographiques ont été faits dans des bibliothèques universitaires physiques et numériques. Dans le souci de représentativité de l'échantillon par rapport à l'étendue du pays (composé par 23 régions), nous avons pris au hasard environs

nef (09) ménages par région. Ainsi, l'exploitation des données recueillies ont été réalisée grâce au logiciel SPSS, version 2020.

3. Résultats

3.1. Situation générale des ménages

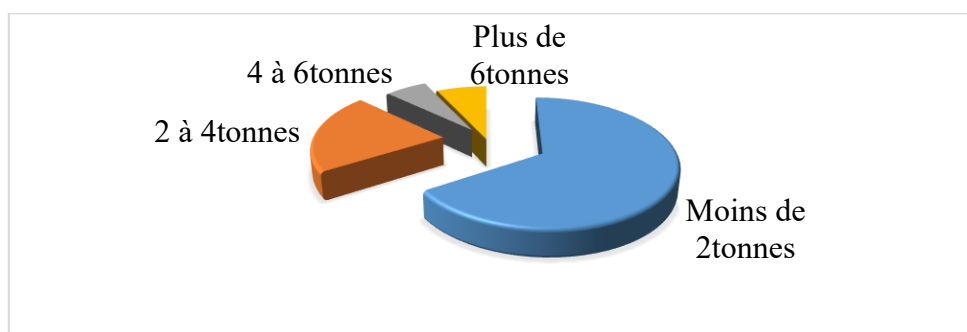
Figure 1. Proportion des ménages selon leur activité



Source : Auteur, 2024

Cette illustration montre que l'ensemble des ménages agricole dans la zone ciblée de cette étude pratique la riziculture. Aliment de base de population et certain destiné à la vente (sur le marché national et/ou à l'extérieur), le riz fait partie de la nécessité de base de la majorité des ménages. Une faible proportion seulement pratique autre cultures comme les légumes et culture de rente.

Figure 2. Proportion selon la production moyenne annuelle

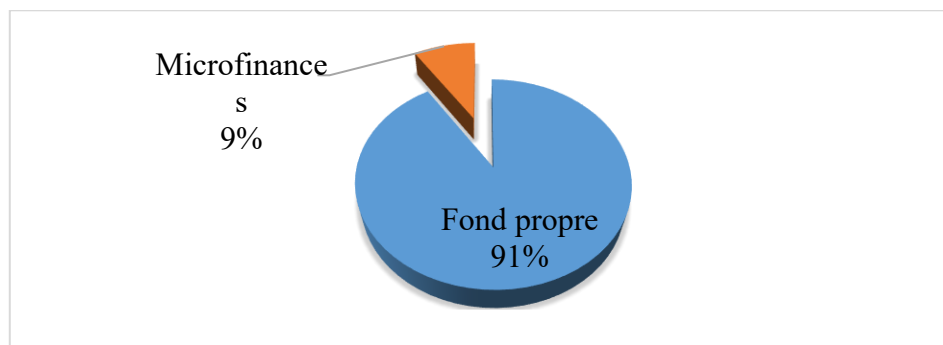


Source : Auteur, 2024

Nos résultats montrent que les ménages agricoles produisent faiblement de quantité de production. Dans le cas de la riziculture, la grande partie de la population cible produit en moyenne moins de deux tonnes de paddy. Seulement environ peuvent produire plus de six tonnes. Ces derniers sont généralement des ménages d'origine de la région d'Alaotra-Mangoro. En termes de consommation, la majorité des ménages agricoles ont besoin entre quatre tonnes à six tonnes, si on prend l'exemple de paddy. Une faible proportion seulement en besoin moins de deux tonnes annuellement (INSTAT, 2016).

3.2. Financement des activités agricoles

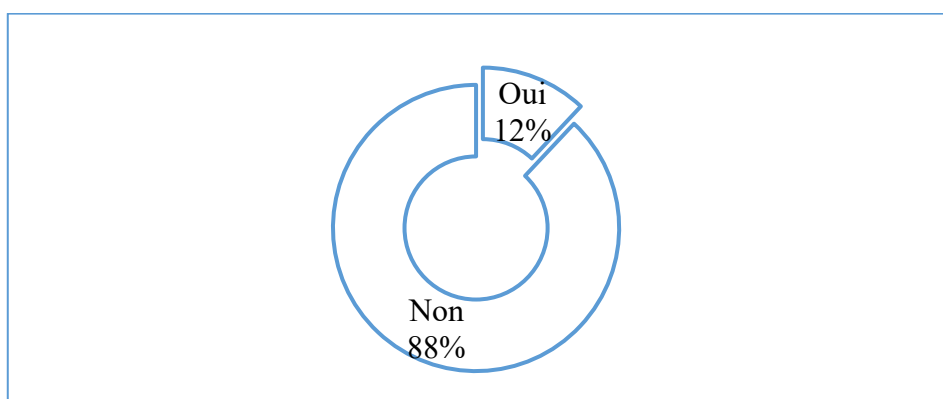
Figure 3. Proportion selon la source de financement des activités agricoles



Source : Auteur, 2024

La quasi-totalité des ménages agricoles finance leurs activités par leur propre fond. Une petite partie seulement pratique déjà le financement par institution financière comme les microfinances.

Figure 4. Proportion selon la connaissance de la microfinance



Source: Auteur, 2024

Ce tableau montre que les ménages enquêtés ne connaissent pas assez même si des microfinances existent ou non. La proportion de ceux qui connaissent est encore très faible.

Figure 5. Proportion selon la pratique du financement par la microfinance

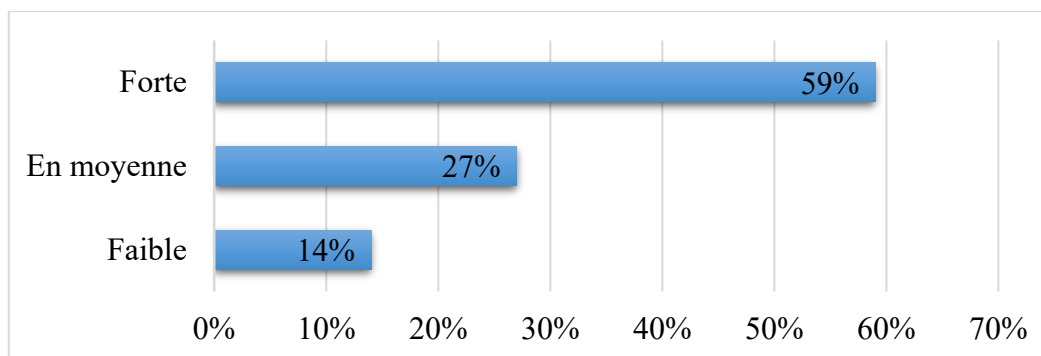


Source : Auteur, 2021.

Pour ceux qui connaissent l'existence de microfinances, seulement 11% ont déjà financé leurs activités par la microfinance.

3.3. Pauvreté des agriculteurs

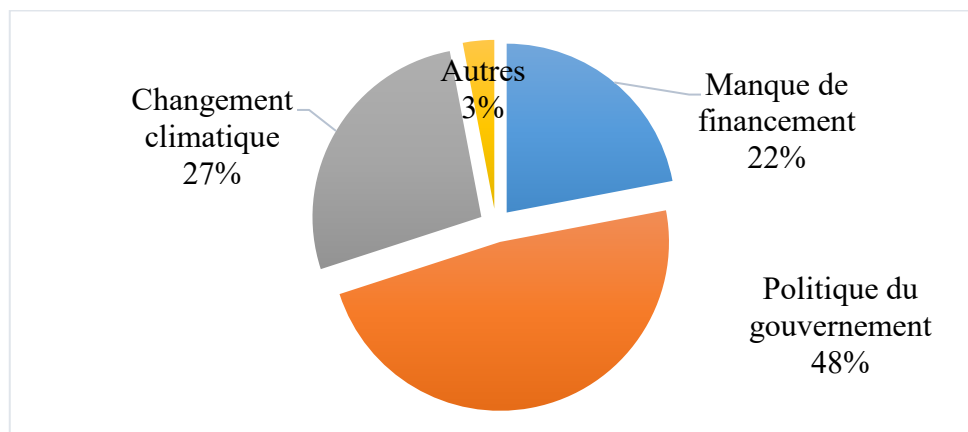
Figure 6. Proportion selon la perception de la pauvreté



Source : Auteur, 2024

Une grande partie des ménages agricoles confirme qu'ils sont en situation de la pauvreté extrême. Toutefois, certains ont répondu le cas contraire.

Figure 7. Proportion selon l'avis concernant la source de précarité des ménages



Concernant la source de la précarité, l'avis varie d'un enquêté à l'autre. En générale, les ménages agricoles pensent que la source de cette précarité est principalement composées par : le manque de financement, la politique du gouvernement et le changement climatique.

4. Discussion

4.1. La population cible est majoritairement agricole, avec une productivité assez faible

L'agriculture est l'activité principale de la population, dont la majorité cultive le riz. Cependant, ses produits sont généralement destinés à l'autoconsommation et à la subsistance. Cette tendance peut due à l'importance du riz dans la vie de la population en tant qu'aliment de base. Malgré son importance en termes d'effectif,

les riziculteurs sont moins productifs. Cela est favorisé par des paramètres comme la réduction de surface cultivée, l'existence des litiges foncière, des catastrophes naturelles. En terme de consommation, les ménages agricoles ont besoins plus qu'ils produisent. Il y a de disproportion entre la production et le besoin en consommation. C'est la raison expliquant l'autoconsommation des produits.

4.2. Le secteur agricole ne bénéficie pas encore le système de financement par les microfinances

Malgré l'importance du secteur dans le pays, la microfinance a peu contribué à son développement. Seule une petite partie des agriculteurs a accès à la microfinance. Ceci est généralement dû soit à l'ignorance de la majorité des ménages agricoles, soit au non pertinence des interventions des microfinances. A Madagascar, comme depuis le temps de la colonisation, peu de ménages agricole finance leurs activités par le biais de microfinances. En majorité, ils utilisent leur fond propre qui est généralement précaire et instable. Parfois, plusieurs ménages ne connaissent pas l'existence de microfinance, pas moins leur importance. Une très faible proportion a été déjà pratiqué le financement par microfinance.

4.3. Les agriculteurs généralement pauvres sont à la fois excluent du secteur financier

À Madagascar, les agriculteurs sont davantage touchés par la pauvreté et ne sont plus en mesure de garantir leurs moyens de subsistance par leur principale activité. Ils sont rend compte que la pauvreté est extrême qui leur rend plus improductif. Ainsi, ils pensent que la source de cette précarité est principalement composées par : le manque de financement, la politique du gouvernement et le changement climatique. Enfin, les propositions par les enquêtés afin d'améliorer le rendement agricole sont principalement la perspective de l'inclusion financière, l'aide de l'Etat et la lutte contre la corruption. Pourtant, les ménages dits agricoles ont des besoins réels tels que : l'intensification de l'agriculture, sa modernisation, ses innovations technique et organisationnelle.

Conclusion

L'agriculture est un secteur important au développement de Madagascar. La majorité de sa population se trouve dans ce secteur. Comme aliment de base, le riz est le plus important. Sa production est encore largement inférieure par rapport à la demande de consommation. La microfinance contribue faiblement dans le développement agricole malgache. La méconnaissance sur son importance, ainsi que l'insuffisance d'information par les institutions sont les base du problème de cette inclusion. Dans la réalité, les agriculteurs, plus précisément les riziculteurs sont les plus touché par la pauvreté vue le rendement décroissant de la production, alors que le niveau de la demande augmente. L'Etat est parfois le seul acteur capable de mieux intégrer les microfinances afin de résoudre les problèmes relatifs à l'insuffisance d'investissement en matière agricole.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Banque mondiale, 2016, Agriculture et développement rural à Madagascar, Rapport d'activité, 301 p
developpementdurable.9433
- [2] Flore Gubert et al., 2005, Analyser l'impact d'un projet de microfinance: l'exemple d'ADÉFI à Madagascar, AFD (Agence Française de Développement), 60 p.
- [3] Sandra Kendo, « Développement du secteur financier et financement de l'activité agricole dans un contexte de crise alimentaire : quelle place pour la micro-finance ? », Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012, mis en ligne le 12 décembre 2012. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9433> ; DOI : 10.4000/
- [4] Wampfler Betty. 2002. Le financement de l'agriculture familiale dans le contexte de libéralisation : quelle contribution de la microfinance ?. Results from the research programme and international workshop proceedings, 21-24 January 2002, Dakar